

Grève reconductible dans l'éducation

**Contre la réforme Blanquer et toutes les autres réformes en cours
Pour défendre nos conditions de travail et celles de nos élèves
Contre le développement de la précarité dans le service public
Contre la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires**

A l'occasion de la journée d'action interprofessionnelle du 19 mars 2019, une Assemblée Générale des enseignants du Maine et Loire convoquée à la bourse du travail d'Angers par l'intersyndicale CGT, FO, FSU et SUD a réuni 300 collègues, pour l'essentiel des écoles primaires et ont voté majoritairement la grève reconductible à partir de lundi 25 mars. Le lundi 25 mars, l'Assemblée Générale a réuni 400 grévistes, là encore majoritairement des écoles, mais aussi avec quelques collèges et lycées : **la grève a été reconduite à la majorité jusqu'à vendredi.**

Les grévistes se retrouvent par secteur géographique pour s'adresser ensemble aux autres collègues non grévistes dans l'éducation et les inciter à nous rejoindre dans la grève reconductible et aussi pour s'adresser aux parents d'élèves.

Pour les grévistes, l'idée que les journées isolées de grève ne sont pas efficaces et qu'il faut une grève reconductible est de plus en plus partagée.

A France Télécom, à la Poste, à la SNCF, les réformes ont permis la diminution du nombre de fonctionnaires ou assimilés et l'embauche de contractuels à leur place, la désorganisation des services pour faire des économies de personnels, le transfert d'activités au privé. Cela se traduit par un management de la hiérarchie de plus en plus agressif sur des personnels plus fragilisés pour se défendre : les contractuels sous la menace du licenciement et les fonctionnaires restant sous celle des suppressions de postes, des mutations forcées et on y a vu se développer le harcèlement moral pour pousser à la démission. Le service public rendu aux usagers s'est dégradé.

C'est maintenant le tour de l'Éducation Nationale : pour faire des économies, le gouvernement veut casser le statut de la fonction publique qui protège un peu les enseignants et l'oblige à augmenter leurs salaires avec l'ancienneté, et pour cela il est prêt à sacrifier le service public d'éducation.

Nous disons à nos collègues que nous devons nous lever pour faire face, en prenant le risque de tenter la grève reconductible, car les journées de grève isolées de protestation ne suffiront pas pour gagner. C'est notre responsabilité de s'opposer de toutes nos forces à cette nouvelle dégradation des conditions d'embauche et de travail dans notre secteur. Nous devons le faire pour notre avenir mais aussi pour l'avenir de nos élèves, de nos enfants qui grandissent dans une société qui devient de plus en plus brutale et injuste.

Diverses actions ont été discutées et organisées pour les jours qui viennent, même si tout le monde est conscient que l'essentiel est de convaincre nos collègues pour augmenter le nombre de grévistes.

Pour se mettre en jambes et nous faire la voix, après l'AG, nous sommes allés faire un sitting place du Ralliement sur la voie du tramway. Symboliquement plusieurs se sont mis un bâillon devant la bouche pour protester contre le projet de Blanquer de nous interdire de nous exprimer pour dénoncer ce qui se passe dans l'Éducation Nationale au nom du "devoir de réserve" du fonctionnaire. Comme au 19^e siècle quand les fonctionnaires n'avaient pas le droit de grève !

Pour faire plier le gouvernement, nous savons que c'est un mouvement de grève reconductible national qu'il faut construire. Plusieurs départements se posent les mêmes problèmes qu'en Maine et Loire. **Il faut bien que certains prennent le risque de commencer et nous allons tout faire pour que la grève se généralise.**

Pour la CGT Educ'Action Maryse Lépron, Alexandre Petit et Cyril Marfisi